

PROVISOIRE

E/1997/SR.6  
4 juillet 1997

Original : FRANCAIS

Session de fond de 1997

COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA 6ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève  
le lundi 30 juin 1997, à 10 heures

Président : M. GALUSKA (République tchèque)

#### SOMMAIRE

Ouverture de la session

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de  
la coopération internationale pour le développement :

- a) Coordination des activités à l'échelle du système : financement  
des activités opérationnelles de développement : application de  
la résolution 50/227 de l'Assemblée générale

---

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

GE.97-62316 (F)

La séance est ouverte à 10 h 25.

OUVERTURE DE LA SESSION

Le PRESIDENT déclare ouverte la session de fond de 1997 du Conseil économique et social. Il souligne que la poursuite des efforts de restructuration dans les domaines économique et social est plus que jamais d'actualité alors que l'Organisation des Nations Unies, sous la direction de son nouveau Secrétaire général, M. Kofi Annan, a mis en oeuvre une première série de mesures qui doivent l'aider à être mieux en prise sur la nouvelle réalité contemporaine. Les initiatives proposées dans le cadre du deuxième volet de la réforme seront annoncées sous peu. Il est capital que le Conseil économique et social participe pleinement à l'examen de ces propositions ainsi qu'à l'application des décisions sur lesquelles elles déboucheront.

La résolution 50/227 de l'Assemblée générale demeure l'instrument qui doit guider la réforme du Conseil économique et social. Certaines dispositions importantes de cette résolution peuvent et doivent être appliquées sans tarder. Ainsi, des progrès substantiels restent à accomplir en ce qui concerne la rationalisation des organes subsidiaires du Conseil. Il faut espérer que les négociations sur cette question aboutiront pendant la session en cours. La simplification de l'ordre du jour du Conseil a déjà donné certains résultats mais il faudrait poursuivre les consultations sur le sujet, de même que sur la suppression des points qui n'ont plus de raison d'être. Encore faut-il, pour qu'elles permettent de continuer à avancer, que toutes ces consultations se déroulent sans arrière-pensée et avec la volonté d'appréhender les problèmes mondiaux en suivant une démarche rationnelle et dépassionnée.

Une tâche importante confiée au Conseil est le soin de coordonner et d'évaluer le suivi des grandes conférences internationales organisées par les Nations Unies. Comme l'a montré la récente session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à un examen et une évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21, s'il y a convergence dans l'analyse des problèmes qui font obstacle au développement durable, les mesures à prendre pour y remédier sont loin de faire l'unanimité. Les discussions achoppent aussi sur la question des ressources financières disponibles à cet effet. Des consultations officieuses vont donc être menées sur ce point pendant la session.

Le débat de haut niveau portera sur la promotion d'un environnement favorable au développement. Les opinions divergent quant aux conditions préalables à la création d'un tel environnement. Sans prétendre concilier tous les points de vue, on peut néanmoins espérer que ce débat permettra de trouver un terrain d'entente et de déboucher, comme l'exige la résolution 50/227, sur des conclusions adoptées d'un commun accord. Cela ne sera possible que si les interventions prennent la forme d'un véritable dialogue. En outre, pour élargir la portée du débat, le Bureau a décidé d'inviter des personnalités extérieures, notamment des représentants du secteur privé, à participer à des discussions de groupe tenues en marge des séances plénières.

Enfin, le débat de haut niveau ne doit pas faire oublier l'importance des activités opérationnelles et des questions de coordination, qui figurent aussi à l'ordre du jour de la session. Si sur tous ces points, les discussions aboutissent à un ensemble de résolutions réalistes et applicables, la réforme du Conseil ne pourra que s'en trouver facilitée.

M. DESAI (Secrétaire général adjoint chargé des départements à vocation économique et sociale) souhaite mettre l'accent sur certains faits particulièrement importants intervenus depuis la dernière session de fond du Conseil. Tout d'abord, les Etats Membres ont continué à débattre d'un agenda pour le développement qui définirait à la fois une approche théorique et un ordre de priorité pour l'action de l'ONU dans le domaine du développement. D'autre part, on entre maintenant dans la phase de concrétisation des résultats des grandes conférences internationales. Cette phase, comme on a pu le voir lors de la dernière session extraordinaire de l'Assemblée générale, suscite au moins autant d'intérêt que les conférences elles-mêmes et il est essentiel que les organes intergouvernementaux et le Secrétariat se donnent les moyens de s'acquitter au mieux de leur mission en la matière.

Enfin, le processus de réforme au sein de l'ONU s'accélère. Dans le domaine économique et social, outre les réformes entreprises sur la base de la résolution 50/227 de l'Assemblée générale, une restructuration majeure est intervenue avec la décision, annoncée le 17 mars 1997, de fondre les trois départements qui s'occupaient, au sein du Secrétariat, des activités analytiques, normatives et opérationnelles; parallèlement, les services fonctionnels à l'intention du Conseil ont été regroupés avec les services de conférence. Sans être totalement une innovation, ce regroupement répond plus

que jamais à une nécessité, notamment dans l'optique de la mise en oeuvre des conclusions des grandes conférences. En effet, si l'élaboration et l'examen des politiques générales continueront de se faire essentiellement dans les commissions techniques, seul le Conseil est mandaté pour donner, sur la base des grandes orientations ainsi définies, les directives voulues aux fonds et aux programmes chargés des activités opérationnelles. Il est donc permis d'espérer que cette structure unifiée renforcera la capacité du Conseil d'apporter une réponse efficace aux "nouveaux" problèmes recensés lors des grandes conférences.

En ce qui concerne le déroulement de la session, le défi consistera à parvenir à des conclusions adoptées d'un commun accord, comme le spécifie la résolution 50/225 de l'Assemblée générale. Pour faciliter le consensus, il faudra donner au débat une forme très ouverte et très souple. C'est dans cet esprit qu'ont été prévues des discussions de groupe auxquelles seront associés les représentants de la société civile et notamment les ONG.

Le dialogue informel avec les chefs des fonds et programmes des Nations Unies sera centré sur le financement des activités opérationnelles de développement. Le thème retenu pour le débat de haut niveau - promotion d'un environnement favorable au développement - revêt une dimension macro-économique, la question des courants financiers constituant un sous-thème spécifique. Il s'agira ici de prouver qu'on peut avoir des discussions fructueuses sur des questions macro-économiques dans le cadre du Conseil.

On ne saurait trop souligner l'importance de la question des ressources en eau, l'un des deux thèmes sur lesquels portera le débat consacré à la coordination. Cette question a d'ailleurs fait l'objet d'un consensus lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la mise en oeuvre d'Action 21 et la Commission du développement durable l'examinera en 1998. S'agissant des mesures prises pour favoriser la parité entre les sexes comme suite à la Conférence de Beijing - deuxième thème qui sera examiné dans le cadre des questions de coordination - il convient de mentionner que le Secrétaire général a désigné comme Conseillère spéciale pour cette question Mme Angela King, qui dirige également le Service de la promotion de la femme.

Au cours de sa session, le Conseil devra donc relever de nombreux défis, l'ampleur de son ordre du jour n'étant pas l'un des moindres, et faire la preuve de son dynamisme dans le contexte des réformes déjà dessinées par

l'agenda pour le développement. Il peut avoir la certitude que le Secrétariat ne lui ménagera pas son appui pour mener à bien cette tâche.

M. JIN YONGJIAN (Secrétaire général adjoint aux affaires de l'Assemblée générale et aux services de conférence) ne doute pas que la session du Conseil mettra en évidence les nombreux changements positifs découlant du processus de restructuration et de revitalisation de l'Organisation. Le Conseil a su rationaliser son ordre du jour tout en conservant une place de premier plan aux grandes questions qui influent sur le développement économique et social dans le monde. Il convient également de se féliciter de l'importance qu'il attache au dialogue entre les participants ainsi qu'au rôle de la société civile.

Le thème retenu pour le débat de haut niveau est d'actualité et présente une grande importance pour tous les pays. La question du financement des activités opérationnelles, qui sera examinée dans le cadre du point 3, est une question capitale et les recommandations du Conseil à cet égard pourront influencer grandement sur les efforts menés par le système en faveur du développement. La participation à ce débat de tous les chefs des fonds et programmes des Nations Unies montre le prix attaché aux directives du Conseil dans ce domaine décisif. Les deux thèmes qui feront l'objet du débat consacré aux questions de coordination intéressent également la population de tous les pays. Le Conseil pourra compter, pour l'examen de ces questions, ainsi que des autres questions inscrites à son ordre du jour, sur l'entière coopération du Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence.

Ce nouveau Département, qui regroupe les principaux services d'appui technique fournis à l'Assemblée générale, au Conseil économique et social et à leurs organes subsidiaires, ainsi que les services de conférence, est déterminé à fournir des services améliorés de façon plus responsable et plus efficace. Grâce à la synergie ainsi créée, il sera mieux à même d'empêcher les doubles emplois et de planifier et de contrôler la documentation. Enfin, la coordination centrale des ressources consacrées aux services de conférence permettra d'allouer celles-ci avec plus de souplesse pour tenir compte des différents besoins. Tous ces efforts seront entrepris en pleine collaboration avec les différents départements organiques du secrétariat.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET AUTRES QUESTIONS D'ORGANISATION (E/1997/100; E/1997/L.15 et L.21)

Adoption de l'ordre du jour

Le PRESIDENT dit qu'en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter l'ordre du jour qui figure dans le document E/1997/100.

Il en est ainsi décidé.

Organisation des travaux

Le PRESIDENT propose aux délégations d'apporter quelques changements au projet de programme de travail pour la session de fond de 1997 (E/1997/L.15) : le point 4 a) sera examiné les 9 et 10 juillet et le point 4 b) le 11 juillet; deux séances seront consacrées, le 16 juillet, au point 5; l'examen du point 8 aura lieu le 17 juillet au matin, tandis que celui du point 6 c) aura lieu le 18 juillet.

Par ailleurs, dans le cadre du débat de haut niveau, le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général de l'ONU s'adresseront au Conseil le 3 juillet au matin.

M. MEYER (Luxembourg), prenant la parole au nom de l'Union européenne, craint que le programme de travail prévu pour l'après-midi du 23 juillet ne soit un peu trop lourd.

Le PRESIDENT répond que le Bureau examinera cette question.

M. MARRERO (Etats-Unis) pense qu'un débat au titre du point 8 de l'ordre du jour ne peut qu'être général et risque d'être prématuré étant donné que le Secrétaire général n'a pas encore présenté ses propositions au titre du deuxième volet des réformes.

Le PRESIDENT dit que le Conseil sera saisi du rapport du Secrétaire général sur la question, lequel ne contiendra pas de recommandations. Le Conseil se limitera donc à une discussion générale sur les faits qui y seront présentés.

M. DLAMINI (Swaziland) souhaiterait que tous les documents soient mis à la disposition des délégations suffisamment à l'avance pour que celles-ci aient le loisir de les examiner. Les discussions n'en seront que plus fécondes.

Le PRESIDENT prend note de cette demande et invite le Conseil à approuver le projet de programme de travail tel qu'il l'a oralement modifié.

Le document E/1997/L.15 est adopté tel qu'il a été modifié par le Président.

La séance est suspendue à 11 h 20; elle est reprise à 11 h 25.

ACTIVITES OPERATIONNELLES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES AU SERVICE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT :

- a) COORDINATION DES ACTIVITES A L'ECHELLE DU SYSTEME : FINANCEMENT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES DE DEVELOPPEMENT : APPLICATION DE LA RESOLUTION 50/227 DE L'ASSEMBLEE GENERALE (E/1997/68; E/1997/78)

Dialogue informel avec les chefs des fonds et programmes des Nations Unies

M. SPETH (Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement) se félicite de ce que la session du Conseil s'ouvre par un dialogue informel qui offre l'occasion d'insister sur l'importance de liens étroits entre l'activité normative du système des Nations Unies et ses activités opérationnelles. En attendant de connaître les propositions de réforme que le Secrétaire général doit présenter, il se bornera à faire valoir les progrès déjà réalisés pour améliorer la coordination des activités opérationnelles, notamment sur le terrain et pour ce qui est de la création de capacités.

Des progrès réguliers sont faits depuis quelque temps pour que la coordination soit véritablement orientée sur les objectifs fixés à l'appui des programmes de pays. Trois éléments sont particulièrement importants à cet égard : le cadre commun d'aide au développement, les locaux et les services administratifs communs et le système des coordonnateurs résidents. Le cadre commun d'aide au développement permet d'assurer la cohérence des apports fournis par l'ensemble du système en réponse aux besoins des pays qui sont définis dans les notes de stratégie de pays. Cette approche sera bientôt testée dans une dizaine de pays. La mise en commun des locaux et des services est une question complexe, mais un calendrier a pu être établi en vue de réaliser cet objectif au cours des prochaines années. Enfin, l'importance du système des coordonnateurs résidents a été fermement réaffirmée ainsi que la nécessité de prendre des mesures concrètes pour en améliorer sensiblement la gestion. De nombreuses initiatives en ce sens ont récemment été approuvées par le Comité exécutif des opérations de développement. De gros efforts sont faits pour sélectionner les meilleurs candidats compte tenu des besoins de chaque

pays et pour faire en sorte que les coordonnateurs résidents acquièrent une expérience dans différentes organisations : actuellement, 45 des 153 coordonnateurs résidents ont travaillé dans plus d'une organisation. Le fait que, conformément aux décisions de l'Assemblée générale, ce soit aux représentants résidents du PNUD qu'il incombe normalement d'assurer la fonction de coordonnateur résident confère au Programme une lourde responsabilité; sa contribution financière au système s'élève d'ailleurs à quelque 100 millions de dollars par an. Si le système des coordonnateurs résidents fonctionne aujourd'hui mieux que jamais - et le mérite en revient, pour une large part, au travail accompli par Mme Sadik -, il comporte encore trop de faiblesses. Grâce aux directives éclairées du Conseil, on s'efforcera d'y remédier.

La création de capacités aux fins de l'élimination de la pauvreté doit être au coeur des activités opérationnelles. Le dialogue informel avec les chefs des fonds et programmes des Nations Unies ainsi que celui qui aura lieu la semaine suivante avec les représentants sur le terrain des organismes des Nations Unies devraient permettre au Conseil de se faire une idée précise des activités opérationnelles entreprises et l'aider à élaborer ses conclusions et recommandations dans ce domaine.

Mme SADIK (Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population) dit que le FNUAP s'attache à contribuer effectivement au renforcement des capacités, plutôt que de financer des activités qui ne sont durables qu'avec un appui extérieur. Le Fonds a entrepris des études sur la capacité d'absorption des pays, et participe activement aux travaux que le Comité consultatif pour les questions relatives aux programmes et aux opérations (CCQPO), le Secrétariat de l'ONU et d'autres organismes consacrent à l'exécution nationale et au renforcement des capacités, en vue de l'examen triennal. L'expérience enseigne toutefois qu'il ne faut pas aller trop vite dans le domaine de l'exécution nationale, car si les pouvoirs publics du pays intéressé ne sont pas prêts à assurer cette tâche, la charge en retombe souvent sur des bureaux extérieurs, qui ne disposent pas du personnel suffisant; il s'ensuit de graves pertes d'efficacité.

Le FNUAP a participé activement à la mise au point de directives communes. Pour donner suite au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, il a entrepris de passer



au stade opérationnel dans trois domaines prioritaires : la santé en matière de reproduction, y compris la planification familiale et la santé sexuelle, les stratégies en matière de population et de développement, les activités de sensibilisation.

Le FNUAP se laisse essentiellement guider par la nécessité d'assurer la coordination à l'échelon des pays et d'apporter rapidement à ceux-ci une assistance plus pertinente. Il est convaincu de la nécessité de rationaliser et de simplifier les directives, procédures et processus actuellement nombreux et complexes.

La réforme du système des Nations Unies pour le développement est aussi un important sujet d'intérêt et de préoccupation. Le FNUAP a participé de façon constructive au processus de réforme entrepris par le Secrétaire général. Il est un membre actif du Groupe sectoriel des opérations de développement, qui continue de travailler par exemple à l'harmonisation des programmes. Les membres du Groupe se sont déjà mis d'accord sur le principe d'un cadre commun d'aide au développement et d'une budgétisation harmonisée, selon lequel chaque organisation conservera son identité en matière de programmes et ses propres mécanismes budgétaires.

Le FNUAP est favorable au renforcement du système des coordonnateurs résidents. Pour en assurer l'impartialité, il importe de le séparer de toute organisation particulière et de permettre au coordonnateur résident de remplir avec la même efficacité toutes les missions qui lui incombent, en particulier celles qui découlent des conférences internationales des années 90.

Le FNUAP soutient aussi sans réserve le principe des locaux et services administratifs communs, et il s'est employé, avec les autres membres du Groupe, à en assurer la mise en oeuvre efficace. Il espère que la réforme en cours permettra de renforcer le système tout en maintenant l'identité distincte de ses différentes composantes.

Mme BERTINI (Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial) dit que le Programme alimentaire mondial (PAM) s'attache, depuis de nombreuses années, à réformer sa propre organisation. Il a lancé à cet égard, en 1996, une nouvelle action qui devrait être achevée au début de 1998 et comprend essentiellement : la création de onze bureaux régionaux, une plus grande délégation de pouvoirs aux directeurs de bureaux régionaux ou locaux, un renforcement des compétences du personnel de terrain, la réduction et la reconfiguration des effectifs du Siège.

D'autres réformes sont en cours, notamment l'application, par le PAM, de l'approche programme par pays et l'amélioration de la gestion financière. Une autre initiative vise la promotion des activités du PAM, non seulement dans les pays en développement mais aussi chez les pays donateurs, où elle a pour objet d'augmenter les ressources collectées.

S'agissant de la réforme des statuts du PAM, Mme Bertini dit que les révisions proposées par le Conseil d'administration du Programme ont été examinées en mai par le Conseil de la FAO qui en a recommandé l'adoption à la Conférence de la FAO. Elles seront examinées par le Conseil économique et social et, si celui-ci les approuve, entreront en vigueur au 1er janvier 1998.

Enfin, le PAM soutient les réformes de l'Organisation des Nations Unies engagées par le Secrétaire général. Il a activement participé au premier volet du processus. Il est un membre actif du Comité exécutif des opérations de développement et du Comité exécutif des affaires humanitaires et participe aux travaux portant sur les locaux et services communs. Il a aussi contribué au renforcement du système des coordonnateurs résidents, notamment sur le terrain. Des modifications radicales doivent en effet être apportées à ce système pour que les coordonnateurs résidents soient en mesure de servir au mieux les besoins des populations concernées.

Mme BELLAMY (Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance) dit que l'UNICEF attache beaucoup d'importance aux réformes en cours. Pour ce qui le concerne, il s'est doté d'un programme de perfectionnement des méthodes de gestion, qui fixe un ensemble précis de principes et de normes professionnelles concernant tous les personnels, précise les responsabilités et les relations entre le Siège et les bureaux locaux et régionaux, rationalise le contrôle des programmes, rend plus efficace la gestion sur le terrain et développe de nouvelles capacités d'information en matière de programmes et de gestion financière. D'autres améliorations ont été apportées : budgets intégrés, meilleure liaison électronique entre bureaux, réduction de la durée des cycles pour l'achat et la livraison de fournitures et adoption du système intégré de gestion de l'ONU. L'exécution des programmes hors siège et la coordination avec les autres institutions des Nations Unies y ont beaucoup gagné en efficacité, et tout cela a été réalisé en moins de deux ans, à budget constant.

Toutefois, les structures ne doivent pas être considérées comme l'objet premier des efforts de réforme, d'harmonisation ou de collaboration. Ce qui compte, c'est l'amélioration des opérations sur le terrain - dans le cas de l'UNICEF, c'est de savoir si les réformes entreprises se traduisent par une amélioration appréciable dans la vie des enfants.

Le cadre commun d'aide au développement est en train de devenir une réalité. Etabli en consultation avec les autorités de chaque pays, il énonce les grandes actions qui permettront d'atteindre, à l'échelon du pays, les objectifs fixés lors des récentes conférences internationales. Il a été mis à l'essai au Ghana, où des enseignements très utiles en ont été retirés.

Le système des coordonnateurs résidents peut encore être amélioré : il s'agit d'en élargir le recrutement, d'établir et de préciser les lignes de communication et les responsabilités, d'éliminer les situations porteuses de conflits et de mettre au point un mécanisme plus rigoureux. Quant à la question des locaux communs, elle doit être examinée du point de vue de son efficacité par rapport à son coût. Dans l'ensemble, le premier train de réformes est en bonne voie, et l'UNICEF est convaincu qu'elles amélioreront ses relations de travail avec les autres organismes des Nations Unies et contribueront à l'efficacité de l'exécution des programmes.

Pour contribuer à la création de capacités, l'UNICEF a soutenu l'initiative de Bamako en faisant fond sur la décentralisation et le renforcement des capacités de gestion locale pour la fourniture de services de santé de base. La vaccination universelle des enfants s'est articulée sur la mise au point de programmes nationaux. Les interventions visant à assurer un approvisionnement en eau et un assainissement élémentaires font appel à la gestion locale par l'intermédiaire de comités communautaires. L'UNICEF soutient aussi le développement d'instruments de surveillance des droits des enfants, afin d'aider des Etats en délitescence à faire face à leurs obligations de présentation de rapports au Comité des droits de l'enfant.

Pour ce qui est du suivi et de l'évaluation, une importante activité entreprise en coopération interinstitutions est l'évaluation indépendante de l'opération Survie au Soudan, urgence complexe et prolongée. L'UNICEF travaille avec toute une gamme de partenaires - OMS, Fondation Aga Khan, Rotary International, Banque mondiale, notamment - pour mettre au point des indicateurs pratiques de durabilité des programmes de vaccination; des essais sur le terrain seront entrepris avant la fin de l'année.

En conclusion, Mme Bellamy présente quelques brèves observations de nature générale. Premièrement, le rôle et le fonctionnement des activités opérationnelles de l'ONU dépendent des résultats obtenus au niveau des pays. Il est donc nécessaire de mettre au point de meilleurs indicateurs de résultats, de mieux définir les responsabilités et de recourir aux pratiques les meilleures. Deuxièmement, il est indispensable de mettre à jour, de simplifier et d'adapter l'ensemble des règles, règlements et procédures en vigueur à l'ONU. En particulier, il faut disposer de mécanismes financiers permettant, par exemple, de travailler plus aisément avec les institutions de Bretton Woods. Pour ce faire, il faut institutionnaliser les relations de travail avec ces institutions et les gouvernements qui sont représentés à la fois au Conseil économique et social et au Conseil d'administration de la Banque mondiale et du Fonds monétaire ont un rôle important à jouer à cet égard. Quatrièmement, il faut atteindre la société civile, en particulier le secteur privé. Enfin, la poursuite de tous les objectifs énumérés exigera des ressources supplémentaires.

M. AMORIM (Brésil) voudrait savoir quelle est l'importance que chaque organisation attache à la coopération Sud-Sud, ou à la coopération trilatérale, entre un pays du Nord et deux pays du Sud par exemple. Par ailleurs, comme d'autres représentants, il ressent la nécessité d'un mécanisme intergouvernemental qui fixerait des priorités dans des domaines comme la reconstruction, ou les programmes de développement ayant un aspect de prévention des conflits. En effet, à l'heure actuelle, en cas de crise, le Conseil de sécurité est saisi, mais chaque organisation prend ensuite ses propres décisions, sans qu'aucun organisme intergouvernemental décide que tel ou tel pays ou région est prioritaire. Or c'est là une décision de principe, qu'il appartient normalement à un organe intergouvernemental de prendre. Le Conseil économique et social devrait jouer ce rôle, ce qui irait dans le sens de sa revitalisation. M. Amorim serait heureux d'entendre à ce sujet les observations du Secrétaire général adjoint chargé des départements à vocation économique et sociale.

M. MARRERO (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que l'Assemblée générale a jugé nécessaire que l'ONU et les institutions de Bretton Woods réalisent conjointement un premier examen exploratoire, de leurs mécanismes, de leurs programmes et de leurs relations, sur le terrain, dans leurs sièges respectifs et au niveau intergouvernemental, en vue de recenser les domaines

où il serait possible d'améliorer la communication, la coopération et la coordination. M. Marrero voudrait savoir si des progrès ont été réalisés à cet égard, si des difficultés ont été rencontrées et quand on peut espérer connaître les résultats obtenus. Sa délégation tient beaucoup à ce que le projet soit mené à bonne fin et, s'il se heurte à des difficultés, elle est prête à prendre toutes les mesures nécessaires pour les surmonter. Tout en se félicitant de l'harmonie qui semble régner à propos des réformes, M. Marrero croit néanmoins savoir qu'il existe des domaines de préoccupation et de désaccord. Il demande quels sont les problèmes non encore résolus. De même, en ce qui concerne le système des coordonnateurs résidents, il voudrait savoir quels sont les faiblesses, les zones de désaccord, les moyens de faire progresser les choses.

M. ORDGONIKIDZE (Fédération de Russie) dit que sa délégation soutient tous les efforts déployés par les fonds et programmes pour améliorer l'efficacité et la coordination de leurs activités. Il voudrait savoir s'il est possible d'augmenter les ressources mises à la disposition des activités opérationnelles. La Fédération de Russie est extrêmement favorable à la coordination sur le terrain : il faudrait donc renforcer le système des coordonnateurs résidents. En particulier, en ce qui concerne la coordination avec les institutions de Bretton Woods, M. Ordgonikidze voudrait savoir quelles sont les difficultés et ce que l'on pourrait faire pour les surmonter. Il demande enfin aux chefs des fonds et programmes comment ils conçoivent le rôle de leurs organismes respectifs dans le cadre de la restructuration de l'aide au développement économique et social.

M. SPETH (PNUD) dit qu'en ce qui concerne la fusion éventuelle des conseils d'administration de certains fonds et programmes, il convient d'attendre que le Secrétaire général fasse lui-même part aux délégations de ses propositions dans le rapport qu'il doit publier le 16 juillet 1997. Il ne fait toutefois aucun doute que le rôle du Conseil économique et social, comme le dit le représentant du Brésil, devrait être, dans le cadre de la réforme envisagée, quelle qu'elle soit, plus structuré.

L'Administrateur du PNUD précise que la coordination des activités sur le terrain avec les institutions de Bretton Woods a très nettement progressé à l'échelon des pays et que le FMI tout comme la Banque mondiale s'engagent désormais nettement, aux côtés des organismes de développement à vocation opérationnelle, sur la voie de l'éradication de la pauvreté et de la

décentralisation des activités au profit de l'exécution nationale. Le dialogue avec la Banque mondiale en particulier revêt de plus en plus d'importance car il faut que la Banque se familiarise davantage avec de nouvelles techniques de création de capacités. Il faut donc instaurer une division du travail et la responsabilité de cette tâche incombe incontestablement à l'ONU et au PNUD.

A l'intention de la délégation des Etats-Unis qui demande quelles améliorations concrètes il conviendrait d'apporter aux activités opérationnelles, M. Speth dit que, par exemple, la description d'emploi du coordonnateur résident devrait être plus précise. La tâche n'est pas si simple qu'il y paraît : il y a, en particulier, toute une série d'importantes mesures à prendre concernant les autorisations à obtenir, le rattachement des projets à certaines opérations humanitaires, etc.

Au représentant de la Fédération de Russie qui demande à quelles sources il faudrait s'adresser pour disposer d'un volume accru de ressources à consacrer aux activités opérationnelles de développement, M. Speth fait observer qu'il s'agit là d'une question capitale dont le Conseil se saisira au titre d'un autre point de son ordre du jour. Il ne fait pas de doute que la part des ressources disponibles qui correspond à l'aide publique au développement devrait nettement augmenter et qu'à cet égard les Etats devraient renouveler fermement leurs engagements.

Mme SADIK (FNUAP) indique, à l'intention de ceux qui veulent savoir où en est la coopération Sud-Sud, que le FNUAP a lancé dans ce domaine deux programmes qui donnent déjà des résultats : un programme de création de centres d'excellence, d'une part, et, de l'autre, un programme de partenariat que les pays en développement instaurent entre eux-mêmes. Le FNUAP favorise aussi la coopération Sud-Nord : c'est ainsi qu'un programme en matière de santé génésique de l'adolescent est mis en oeuvre dans les Caraïbes sur le modèle de programmes analogues exécutés au Royaume-Uni.

En ce qui concerne la fusion de différents conseils d'administration de fonds ou de programmes, Mme Sadik estime aussi qu'il faut laisser au Secrétaire général le soin d'annoncer lui-même ce qu'il envisage. Elle recommande toutefois de favoriser concrètement la participation des pays du Sud à des sessions ou réunions conjointes, par le paiement des frais de voyage par exemple.

Pour ce qui est du rôle joué par le Conseil sur le plan de l'élaboration des politiques, le dialogue est aujourd'hui incontestablement meilleur entre le Conseil et les organismes opérationnels de développement mais le Conseil privilégie encore trop souvent le mécanisme passif des déclarations prononcées devant lui et devrait rechercher le moyen d'animer plus systématiquement le dialogue. De plus, les organismes opérationnels sont tenus de faire rapport à de très nombreux comités et commissions et l'exercice n'est guère productif. Là encore, le Conseil devrait chercher les moyens d'améliorer l'efficacité des mécanismes.

Au représentant des Etats-Unis qui demande quels problèmes restent à résoudre sur le plan opérationnel, Mme Sadik dit qu'il ne s'agit pas tant de difficultés que de points à élucider. En particulier, le coordonnateur résident reçoit ses instructions de l'ensemble du système, de sorte que les objectifs ne sont pas clairement définis au niveau des pays. Le Comité consultatif pour les questions relatives aux programmes et aux opérations (CCQPO) étant chargé d'orienter les activités opérationnelles, il se doit d'énoncer des directives plus claires et plus précises.

Il y aurait lieu en outre de développer la formule des groupes thématiques et d'étoffer leur rôle. Ces groupes doivent être en mesure de communiquer aux responsables des activités sur le terrain les priorités arrêtées par les conférences internationales en ce qui concerne, par exemple, la santé génésique ou la parité des sexes. Les groupes devraient être aussi en mesure d'assurer la cohérence des activités car celle-ci n'est pas toujours garantie au niveau des orientations.

L'évaluation des activités du FNUAP sur le terrain est désormais réalisée conjointement avec le FMI et la Banque mondiale. Mais les résultats ne permettent toujours pas de dire quelle serait l'utilisation optimale des fonds disponibles.

Mme BERTINI (PAM) précise à l'intention de la délégation russe que le PAM pratique de plus en plus la formule des achats locaux qui présente de nombreux avantages : elle permet de fournir aux populations qu'il faut aider des denrées alimentaires dont elles ont l'habitude, de réaliser des économies substantielles sur les dépenses de transport, etc. En outre, toujours pour favoriser la coopération Sud-Sud, le PAM, à la dernière session de son Conseil d'administration, s'est déclaré en faveur de programmes nationaux d'aide alimentaire : il fournirait les services d'experts, mais les denrées

alimentaires seraient fournies par les pays bénéficiaires. Le PAM s'emploie donc à renforcer à cet effet les capacités sur le terrain.

Le Conseil économique et social doit sans doute conserver un rôle central en matière d'élaboration des politiques, pour autant qu'il ne s'agisse que d'arrêter de grands principes. Un organe comme le PAM doit se voir donner toute latitude pour organiser l'action à mener avec les pays intéressés eux-mêmes.

Aux fins de la réforme des structures, évoquée par le représentant des Etats-Unis, il faut avant tout se soucier d'éviter les conflits d'intérêts. Le coordonnateur résident doit s'exprimer au nom des Nations Unies, et non pas de tel ou tel organisme opérationnel. Sur le volume des ressources qui préoccupe la délégation russe, Mme Bertini rappelle que le PAM a mis en place en 1996 un plan prévisionnel de ressources à long terme pour rendre la situation plus transparente au profit des contributeurs. Mais beaucoup de donateurs continuent de lier leurs contributions, ce qui nuit gravement à la souplesse. Il faudrait que le PAM parvienne à mettre au point un système assez convaincant pour inciter les Etats à relever le montant de leur contribution. La réflexion et le dialogue s'imposent à cet égard d'autant plus que les financements sont satisfaisants quand le PAM doit faire face à des urgences de caractère humanitaire alors qu'ils le sont moins quand il veut planifier sur la longue période. Peut-être faudrait-il envisager d'opérer des transferts internes.

La coopération avec la Banque mondiale a été difficile à mettre en place car cette dernière n'avait guère l'habitude de travailler dans le cadre de situations d'urgence. Mais les difficultés sont peu à peu surmontées.

Mme BELLAMY (UNICEF) constate que le nombre des ratifications de la Convention relative aux droits de l'enfant ne cesse d'augmenter et elle y voit la preuve que les activités de l'UNICEF continuent de susciter l'intérêt actif de la grande majorité des Etats.

Au sujet de la fusion éventuelle des conseils d'administration de plusieurs fonds et programmes, Mme Bellamy dit que l'UNICEF s'y est déjà plus ou moins préparé car le Fonds travaille en coopération étroite avec plusieurs d'entre eux et trouve extrêmement utile l'information en retour qu'il tire



de ces contacts. Mais il faudrait veiller à ce qu'un tel regroupement donne l'occasion de multiplier les réunions et les contacts informels plutôt que formels, car ce sont les plus fructueux. De même, il importe de conserver aux questions touchant à l'enfant un caractère aussi apolitique que possible.

Le représentant des Etats-Unis a évoqué les "problèmes" qui restent à régler. S'agissant de l'UNICEF, il s'agit plutôt de défis à relever, quand il faut, par exemple, respecter des cycles de programmation. Des questions comme celle de la mise en commun des locaux ou des services, en vue du groupement des achats nécessaires, pourront certainement être réglées, même si la solution ne peut pas être immédiatement uniforme et adoptée partout.

La définition des fonctions du coordonnateur résident suscite encore des interrogations. Pour l'UNICEF, l'intéressé doit être l'instrument du système. Il faut donc définir avec plus de précision ses pouvoirs ainsi que la hiérarchie à laquelle il obéit et ses voies de communication avec elle. Dans ce domaine, les progrès accomplis sont déjà sensibles.

Le volume des ressources consacré au développement ne cesse de se contracter et il faut incriminer certains obstacles ou tendances pernicieuses : les difficultés économiques que connaissent beaucoup d'Etats donateurs, l'habitude qui s'est instaurée de leur demander des engagements pluriannuels, la progression constante de l'assistance bilatérale. Face à ces tendances, il faut réagir. Les organismes ont intérêt à adopter, par exemple, les mêmes pratiques en matière de bilan et d'évaluation des résultats.

La séance est levée à 13 heures.

-----